



## CGT Finances publiques 13

Centre des Finances Publiques

22 rue Borde - 13008 Marseille

Tél. 04 91 17 92 06 / 97 67

[cgt.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr)

[www.financespubliques.cgt.fr/013/](http://www.financespubliques.cgt.fr/013/)

17/07/2018

### DISCOURS DE DARMANIN

#### Citadelle, Vol de nuit, Tour de contrôle, Facebook et NOUS.

Le long terme, c'est 2022.

Seul le prononcé fait foi... C'est écrit en rouge sur le discours prononcé par Gérald Darmanin, devant un parterre de directeurs et diffusé en direct sur Facebook à l'attention des agents du ministère de l'action et des comptes publics le 11 juillet 2018.

D'abord une figure de style, une affirmation en contre-pieds -pour mieux rassurer l'auditoire?-, une citation attribuée au « poète de l'action », Antoine de Saint Exupéry... après une courte allusion à Napoléon. « *il n'y a pas de citadelles inattaquables, il n'y a que des citadelles mal attaquées* » nous assène Gérald Darmanin... « *Je vais essayer de ne pas faire un vol de nuit* » nous dit le ministre, avant de « fixer un cap » et même « une vision » ! A propos, êtes-vous bien sûr, M. Darmanin, que la citation soit de St Ex ? Nous non.

Effet de style comme un mouvement de l'avant bras avec gourmette. Car « *Bercy, contrairement à ce qui se répète bêtement, n'est pas une citadelle. Bercy est une tour de contrôle* » nous dit ensuite M. Darmanin.

#### **Tour de contrôle, aviation, St. Ex ! Vol de nuit en plein jour.**

Nous, nous savons que M. Darmanin c'est M. Darmanin et qu'il n'est, ni St. Ex. ni Vauban  
Mais citer St. Exupéry, forcément, cela doit faire de l'effet. « *On ne voit bien qu'avec le cœur* », n'est-ce-pas ?  
Et *un vol de nuit*, en effet, nécessite de garder le cap ! (Cf. Wikipedia « primauté de la mission, importance du devoir et responsabilité de la tâche à accomplir jusqu'au sacrifice »). Un sous-entendu qui sera affirmé en fin de discours « *l'immobilisme, comme la lâcheté devant l'effort* »...

#### **Là où cela devient franchement bizarre, c'est que G. Darmanin nous indique vouloir fixer une « vision ».**

Il y a donc dans le cockpit, les voyants.  
Dans la carlingue, les non-voyants.

Il y a les pilotes, les éclairés voire les illuminés (qui fixent une vision) et les obscurs, à l'ombre parce qu'ils ne veulent (peuvent) pas voir sur *les plaques sensibles de leur cerveau, cette vision de claque*.

La claque unanime que lui rendra à la fin de son intervention le parterre des directeurs réunis. Entendons nous bien, par « claque », des applaudissements nourris mais dignes... de ceux dont le ministre saluera le *courage d'avoir fermés des services*, sous entendu, vous avez été besogneux mais nous avons désormais besoin de votre intelligence.

Quant aux questions de la salle des directeurs au Ministre, elles ne seront pas diffusées aux agents. Les réponses non plus ! Arf ! On reste dans la carlingue.

Il est des exercices de transparence qui trouvent vite leurs limites. Cela devient vite opaque. Il faut garder du mystère.

#### **Que nous annonce le ministre à travers la fixation du CAP et de la VISION ?**

**D'abord qu'il veut aller vite, très vite.**

**Le long terme c'est 2022. Comme CAP 2022.**

Cap 2022, c'est après la RGPP, la MAP, la déconstruction méthodique de l'État Social.

Déconstruire l'État social, celui de la redistribution et de la juste contribution pour réduire les inégalités, c'est l'objectif affiché depuis 2007 par le Medef et les néo-libéraux avec cette formule devenue fondatrice « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* ». (D.Kessler in *Challenges* 2007).

Pour les fanatiques de la réduction des dépenses publiques et de la dérégulation de l'économie et des rapports sociaux (au premier rang desquels les normes sociales du code du travail et le statut général des Fonctionnaires), il s'agit d'abandonner des missions publiques « coûteuses » lesquelles, si rentables, seront prises en charge par le privé.

Dans le même temps, comme dit le ministre, « simplifier l'impôt », en abandonnant des milliards de recettes d'ISF, en instaurant la flat-tax sur les dividendes, en transformant le dispendieux CICE en exonération de cotisations sociales, en supprimant la TH comme levier électoraliste et d'assèchement de la dépense publique des collectivités locales, etc.

Le plan de vol a été maintes fois préparé avec force rapports experts et mercenaires pour casser le service public. Il s'agit aussi de préparer l'opinion (Cf. rapports cour des comptes). Quand au terrain atterrissage, ce sera peut être une autre histoire...

**Forcément, si les politiques publiques changent de finalité, alors les outils administratifs de leur mise en œuvre et de leur destination doivent changer.**

**C'est la concentration vs répartition, la contractualisation vs contrôle.**

Et c'est à ce titre, malgré notre « rôle essentiel » et notre « efficacité » rappelés par le Ministre, que Macron et son gouvernement veulent accélérer le démantèlement de la Dgfp, dernière administration centrale avec un maillage territorial.

Bref, l'État qui paye les chaises et les infrastructures immobilières, l'État opérationnel et le personnel, c'est basta.

Le service public où on se parle, c'est finit.

**Le numérique, les centres de contact, l'accueil sur RdV, les abandons de missions avec plans de départs volontaires sont au programme.**

Cela doit aller vite et cela passe par une méthode.

D'ailleurs le glissement sémantique est là dans le discours écrit : le ministre indique « *les priorités-les choix- que le gouvernement assigne à ses agents* » !

Sauf que nous ne sommes pas des agents du gouvernement ! Nous sommes fonctionnaires de nos administrations et notre statut est régi par les lois et les règlements, pas par le gouvernement !

## **Vers un « Bercy idéal en 2022 » à marche forcée !**

### **Priorités Second semestre 2018**

Pour la DGFIP : Un seul et unique objectif : le prélèvement à la source.

Pour les Douanes : la contrebande de cigarettes  
Pour les autres ministères : la contractualisation budgétaire pluriannuelle

Pour la sécurité sociale, l'intégration du RSI

### **D'ici fin 2019**

Modalités d'exercice des missions et périmètre de l'action publique.

G. Darmanin explique qu'il faut passer du binaire « moins d'emplois = fermetures de services » à une réorganisation du process de travail autour des missions conservées.

Cela signifie de nouveaux gains de productivité et des emplois en moins. (missions abandonnées et/ou néo taylorisme).

Forcément, il n'est plus possible de fermer les services qui l'ont été... donc il s'agit sur fond de suppressions d'emplois et de baisse de dotations de continuer à concentrer et réorganiser le travail en découpant en tranche les missions ! C'est la séparation pilotage-contrôle/procédure. **Et pour l'exécution, il faut comprendre une prolétarisation des qualifications !**

### **D'ici 2020**

**Fin de la séparation ordonnateur – comptable et mise en place d'une compte financier unique** pour les collectivités locales. Expérimentation des agences comptables pour les grandes collectivités.

### **D'ici 2022**

**Constitution d'une agence unique du recouvrement** avec la Douane et l'Urssaf. L'Urssaf n'est pas mentionnée, il est question de la « sphère sociale ».

Le terme d'agence signifie de fait une filiale (démembrement d'une administration d'État) laquelle peut relever de différents statuts, contractualiser embaucher, débaucher... et où la logique de résultat l'emporte sur la logique de moyens. Bref une usine à encaisser.

**Caisses sans numéraire** : l'objectif annoncé du zéro numéraire avec **appel d'offre en 2019 auprès de réseaux collecteurs !**

Sont cités La Poste, les buralistes, ou tout autre « réseau » (!). Quand Carrefour Market remplace déjà La Poste !

**Ainsi l'argent public, à l'instar du**

**prélèvement à la source, serait confié à des « institutions privées » !**

L'argumentaire vaut sont pesant de ferraille : cette manipulation se fera « *au plus proche du citoyen* » ! Cela signifie des économies sur le transport de fonds et bien sûr, l'absence de coffre nous ouvre les portes, à défaut de celles de la perception, de la Maison de Service Au Public (MSAP), permettant de fermer les services de proximité qui ne l'auraient pas encore été !

**Investir dans le datamining pour lutter contre la fraude.** Certes, certainement. Avec si possible la diffusion en formation professionnelle de Minority Report et pour les encadrants la lecture obligatoire du livre de Philippe K. Dick.

Économies à prévoir sur les frais de déplacement et surtout, ne pas écouter l'avis des vérificateurs.

**Service public de proximité et accueil du public : on est gentil au guichet mais pas toujours compétent.**

Voilà ce que dit le ministre. En plus c'est chronophage. Traduction ? Cela ne rapporte pas assez, donc perte d'argent.

Donc généralisation de l'accueil sur RdV.

C'est un peu comme être obligé.e d'aller chez le concessionnaire ou alors avoir une MSAP pour l'assistance. Il est même question de permanences mobiles.

**Revoir l'organisation « front office » « back office ».** (Tiens sous l'ère Macron, les anglicismes sont de nouveaux encouragés). Le ministre se garde bien de préciser les pistes...

Cela signifie clairement privilégier pour le front-office les plates-formes de contact, le virtuel afin de redéployer les effectifs en back-office. Si le numéraire est chronophage, les questions « guichet » le sont aussi. Ça mobilise un agent et ça ne rapporte pas assez !

**En back-office, c'est aller vers la concentration des spécialisations et de leurs implantations, y compris remise en cause du découpage et de l'organisation administrative (Drfip/Ddfip) à l'instar des Csrh. Idem en fonction de la mission : impôts des particuliers, des professionnels, services d'appui au réseau pour le SPL, services facturiers SPL, Hypo, etc.). Des usines.**

**Déconcentration :** en omettant la proximité du service public de pleine compétence, qui garantit l'égalité d'accès et de

traitement des contribuables et citoyens, le ministre aborde la question de la relégation sociale et spatiale sous l'emprise du jacobinisme et de la métropolisation.

**Sauf que les politiques de fermetures de services de l'État menées jusqu'alors sous le « contrôle de Bercy » y ont grandement participé.**

L'idée est d'installer des services d'Île-de-France en banlieue ou à la campagne. Ou de la métropole vers le péri-urbain.

**En bon gestionnaire, comment ne pas voir là l'opération de culbute consistant à vendre des immeubles en zone de forte pression foncière et spéculative pour financer des restructurations et délocalisations rendues possibles grâce à la remise en cause des droits et garanties d'affectation des agents ?**

Cela fait des années que la CGT alerte sur l'absence totale d'études prospectives concernant l'implantation de nos services, d'autant que ce qui prime depuis la mise en place de la politique immobilière de l'État, c'est la **densification des m<sup>2</sup>, au risque d'abandonner des zones géographiques entières !**

D'ailleurs, rappelant les frais immobiliers et postaux, le ministre indique une « fantastique occasion de rationalisation.

La rationalisation et l'égalité d'accès et de traitement, c'est incompatible.

En 2022, le gouvernement veut donc avoir finalisé la réorganisation du réseau. Et accompagner les agents qui rejoindront les services « déconcentrés de proximité ».

**Derrière ces mots il y a un sens : c'est quoi un « service déconcentré de proximité » ?** Celle ou celui qui le sait devrait en faire part à ses collègues.

**Ça ne veut rien dire.**

Les habitants de Châtellerauld ont un service déconcentré de proximité : la Direction des Créances Spéciales du Trésor... Pensez-vous qu'ils s'y rendent pour leurs questions fiscales ou payer la cantine ?

Par contre à Peyrolles, aux Pennes-Mirabeau, à Lambesc, à St. Andiol, ils ont un service de proximité !

Comprenons qu'il s'agit en conséquent de faire miroiter à quelques élus locaux des implantations d'emplois et donc de familles...

Ce ne sera pas suffisant pour que les relégués de la République se sentent aller

mieux. Car des emplois à supprimer, il y en aura, et on ne comble pas du vide avec du vide. Et c'est d'ailleurs la conclusion du ministre : si la mission est supprimée, il sera alors question de « plans de départ volontaires ».

Et le ministre de s'approprier la phrase des défenseurs du service public « il est la richesse

**de ceux qui n'en ont pas ».**

En contre-pied des intentions du ministre, la CGT Finances publiques citera aussi le poète de l'action St. Exupéry :

**« L'avenir, tu n'as point à le prévoir mais à le permettre ».**  
(Citadelle 1948 )

## **C'est ce à quoi la CGT travaille.**

---

**Face à la violence de l'attaque contre le service public, la DGFIP, son réseau, les droits et garanties des agents, leurs statuts, leurs rémunérations, nous avons à opposer nos revendications.**

**Alors que la fraude fiscale prive l'action publique de milliards d'euros,  
Alors que la politique fiscale mise en œuvre favorise les plus riches,  
Alors que la collecte de l'argent public est privatisée,  
Alors que les contrôles des recettes et dépenses sont abandonnés,  
Alors que des missions entières peuvent-être privatisées...**

**La CGT considère que seule l'action des agents et leur unité fera reculer les fossoyeurs de notre service public.**

---

**Qui vous soutient ? Qui vous défend ?  
Vous aussi, soutenez la CGT.**

**Syndiquez-vous !**

**NOM** \_\_\_\_\_ **Prénom** \_\_\_\_\_

**Service** \_\_\_\_\_

**Grade** \_\_\_\_\_ **Echelon** \_\_\_\_\_ **Temps partiel ?** \_\_\_\_\_

**Date** \_\_\_\_\_ **Signature** \_\_\_\_\_

**PLUS NOMBREUX, PLUS FORTS !**

**A remettre à un.e syndiqué.e  
ou à renvoyer au local syndical CGT, 16 rue Borde, 13008 Marseille**